



BARK TAEHO

Professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Our next speaker is BARK Taeho, former Dean at the Graduate School of International Studies of Seoul National University. He served as Minister for Trade for Korea from 2011 to 2013. Mr Park has already given some insights on trade issues but I think that we could expect some more detailed ideas on how PPP and RCEP will develop.

Taeho BARK, professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

Merci M. le Président. Hier, j'ai participé à l'une des sessions qui traitaient de l'environnement mondial du commerce à l'heure actuelle et aujourd'hui je saisis l'opportunité de discuter brièvement des relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, en particulier dans le contexte des négociations et accords marchands.

Pour vous donner un avis franc en tant que chercheur privé, les relations entre la Chine et les Etats-Unis dans le contexte des négociations et accords marchands ne semblent pas être très bonnes. Je vais commencer par le front multilatéral. Nous savons que le cycle de Doha est bloqué depuis de nombreuses années et nous n'avons jamais eu ce genre de retard dans toute l'histoire du système commercial multilatéral. Il a commencé en 2001 et nous n'avons toujours aucun espoir d'achever ces négociations commerciales.

Cependant, il y a de nombreuses raisons pour lesquelles nous ne sommes pas capables d'atteindre un résultat ici et l'une d'entre elles est que les grandes nations commerçantes, comme les Etats-Unis et la Chine, n'arrivent pas à trouver de terrain d'entente pour conclure un accord. En particulier du point de vue américain, la Chine ne s'est pas vraiment montrée ouverte en termes d'accès au marché pour les marchandises et d'ouverture du marché pour les services, tandis que la Chine considère que la position américaine sur la réduction des subventions agricoles n'est pas pertinente. Comme nous nous en souvenons tous, la Chine est entrée à l'OMC en 2001, et personnellement, j'ai eu l'impression que pour la Chine, cette adhésion était un signe considérable d'ouverture. Alors pourquoi les autres grandes puissances ont-elles demandé à la Chine de s'ouvrir davantage ? C'est peut-être là l'une des raisons pour lesquelles la Chine ne s'ouvre pas davantage en termes d'accès effectif au marché. Dans tous les cas, nous sommes incapables de conclure les négociations du cycle de Doha et c'est l'une des raisons principales pour lesquelles nous sommes très inquiets de l'environnement mondial du commerce.

Je vais maintenant passer rapidement au front régional. Nous savons tous que les négociations TPP ont été conclues le mois dernier, et que le TPP n'inclut pas la Chine. Il n'inclut pas la Corée non plus, mais de nombreux experts et observateurs pensent que les Etats-Unis ont essayé de marginaliser la Chine en ne l'invitant pas au TPP. Les accords du TPP n'ont pas encore été révélés en détail mais si nous observons certains des modèles, ils incluent des éléments qui risqueraient de ne pas convenir à la Chine, comme le modèle sur les entreprises nationalisées, et il y a sans doute un modèle sur la monnaie, dont nous venons d'entendre parler. La manipulation de la monnaie n'est pas exprimée clairement mais si elle est également incluse, cela mettra la Chine très mal à l'aise.

Par ailleurs, si nous regardons les négociations sur l'accord de libre-échange (ALE) Corée – Chine – Japon et, encore plus importantes, les négociations du RCEP, auxquelles participent l'ASEAN 10, ainsi que la Chine, la Corée et le Japon plus la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Inde, elles se jouent en ce moment mais on ne s'attend pas à un accord commercial régional (ACR) de haute qualité. Certains ont dit que l'ACR est mené par la Chine, mais je ne pense pas que ce soit vrai. Je pense que l'ACR est mené par l'ASEAN. Je pense donc que nous avons besoin de plus de leadership de la part de la Chine pour pousser le RCEP à viser plus haut en termes de qualité de l'ACR. Dans tous les cas, les gens voient que le RCEP et le TPP sont peut-être en concurrence, le TPP étant mené par les Etats-Unis et le

RCEP par la Chine. La Chine a également indiqué qu'elle pourrait éventuellement chercher à conclure un accord de libre-échange Asie-Pacifique. Il y a quelques jours, la rencontre des dirigeants économiques de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a eu lieu à Manille et le dirigeant chinois, avec le soutien d'autres dirigeants, a parlé de la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique (FTAAP). Ainsi, en un sens, sur le front régional, il semble que la Chine et les Etats-Unis sont effectivement en compétition.

Enfin, il y a le front plurilatéral où les choses deviennent plus techniques. A l'OMC, la situation ne relève pas de négociations multilatérales, mais de négociations entre pays de sensibilité similaire : environ 20 pays négocient la libéralisation des services ; ces négociations sont connues sous le nom d'Accord sur le commerce des services (Trade in Service Agreement ou TiSA). Il y a aussi les négociations sur un accord sur les biens environnementaux. Concernant le TiSA en particulier, j'ai entendu que la Chine a manifesté son intérêt pour prendre part aux négociations, mais la position des Etats-Unis semble décourager cette intégration en ce moment précis, car le TiSA est négocié avec un petit nombre de pays.

Si on voulait ajouter encore un élément sur le front régional, il faudrait inclure le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Les Etats-Unis et l'UE sont en pleines négociations, même si les progrès sont très lents. Néanmoins, ils sont très motivés pour mettre au point un ensemble de règles et de normes, en harmonisant leurs deux grands groupes économiques. Certains experts pensent qu'il s'agit aussi de faire pression sur la Chine à l'avenir.

Par conséquent, si on observe tous ces fronts, multilatéral, régional et plurilatéral, les deux plus grandes nations commerçantes ne semblent pas vraiment s'entendre et cela rend beaucoup d'autres pays nerveux quant au futur de l'environnement commercial mondial.

A présent, j'aimerais saisir l'opportunité de discuter de ce qui peut être fait compte tenu de la situation, et comment la Chine peut contribuer à régler ces problèmes.

Tout d'abord, je pense qu'il est très important de sauver le système commercial multilatéral. Nous sommes tous dans une situation morose et l'OMC fait face à l'une des crises les plus importantes depuis sa fondation il y a 20 ans. Cette année marque le 20^e anniversaire de la création de l'OMC ; le mois prochain à Nairobi aura lieu la 10^e Conférence ministérielle et nombreux sont ceux qui déclarent avoir peu d'espoir pour cette rencontre. J'ai entendu que les Etats-Unis pourraient même quitter les négociations du cycle de Doha à moins qu'un événement nouveau ne se produise.

J'aimerais donc suggérer que nous ne pouvons pas nous contenter de quitter le cycle de Doha et dire que nous avons échoué ; au lieu de cela, nous devons relancer un équivalent au cycle de Doha avec un agenda revu et corrigé, puisque nous ne sommes pas en mesure d'honorer celui de 2001, pour les futures négociations. Nous avons déjà constaté notre échec, donc pour continuer à travailler au sein du système multilatéral, nous devons trouver un moyen de mettre au point un Programme de Doha pour le développement (PDD) corrigé et efficace qui devrait être complètement neutre et sans préjudice de la position d'un pays en particulier. En d'autres termes, nous pourrions avoir une révision dans le domaine des subventions agricoles, un domaine sur accès au marché non-agricole (NAMA), ou de nouveaux sujets adaptés aux problématiques commerciales du XXI^e siècle comme la chaîne de valeur globale. Ainsi, sans changer de beaucoup le programme, nous pouvons le mettre à jour et le revoir pour que tous les membres de l'OMC l'acceptent. L'an prochain, nous pourrions même tenter de fournir ce genre de programme revu et corrigé pour le futur cycle de Doha. Cela pourrait être important car le sommet du G20 se déroulera à Pékin l'an prochain et il a été convenu cette année que les ministres du Commerce se rencontreraient régulièrement afin de discuter de ce genre de problématiques. Le sommet du G20 à Pékin pourrait alors offrir une bonne impulsion pour revitaliser le cycle de Doha avec un agenda plus objectif et un cadre plus neutre.

Le sujet suivant que je voudrais aborder est l'effort que la Chine devrait faire pour améliorer la qualité des méga-ACR qui sont en train de se mettre en place dans le Nord-Est et l'Est de l'Asie. En d'autres termes, nous avons maintenant des négociations entre la Chine, le Japon et la Corée pour un ALE trilatéral, et il y a aussi le RCEP. Cependant, tout ceci progresse très lentement et de nombreux experts prédisent que ces deux méga-ACR ne seront pas des accords de grande qualité.



Le professeur Zhang a mentionné que la nouvelle politique commerciale de la Chine va inclure de profondes réformes et une libéralisation généralisée. Pour être cohérente avec les directions de sa politique intérieure – et nous devons parler également ici d'autres pays – la Chine devrait au moins assumer un leadership plus actif à la fois dans les négociations Chine, Japon, Corée (CJC) et les négociations du RCEP pour que peut-être, à l'avenir, le fossé entre le TPP et le RCEP se réduise. Nous pourrions alors espérer qu'ils soient intégrés dans le FTAAP à long terme. Dans ce contexte, je pense que le rôle de la Chine dans les négociations futures pour l'ALE CJC et le RCEP est très important. La Corée pourrait également jouer un rôle ici avec le Japon et la Chine dans l'ALE CJC et le RCEP pour atteindre des ALE de meilleure qualité.

J'ai encore un sujet à aborder. Etant donné le contexte des méga-ACR mis en place, pourquoi les économies d'Asie orientale, sous la direction de la Chine ou d'autres pays, ne pourraient-elles pas envisager de diversifier leurs rapports avec d'autres parties du monde ? Par exemple, la Corée a déjà un ALE avec l'UE et le Japon négocie un ALE avec l'Europe. La Chine négocie également un traité d'investissement bilatéral avec l'UE. Pourquoi faisons-nous tout cela de façon séparée ? Nous pourrions suggérer que l'Asie de l'Est – et je ne sais pas si nous devrions inclure ici l'Inde ou pas – et les pays du RCEP parlementent avec l'Europe pour développer un partenariat plus global. Je ne sais pas comment nous pourrions qualifier ce genre de partenariat, mais c'est quelque chose que nous pourrions essayer puisque nous sommes en Europe à présent. En outre, qu'en est-il des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) où il n'y a pas beaucoup d'ALE avec les pays d'Asie de l'Est ? La Corée a tenté quelque chose à une époque mais cela a été suspendu. Le CCG pourrait donc constituer un autre bloc économique ou une nouvelle région et peut-être devrions-nous diversifier nos relations avec d'autres zones du monde.

C'est là que je m'arrête. Merci.

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Thank you for those very comprehensive pictures on the future of the world trade negotiation system. I would like to focus on the interest in the Chinese implication. For example, a traditional FTA is quite different from the TPP in various senses. It is my understanding that even the Chinese leadership recognises the high standard of the TPP. For example, with procurement issues, a traditional FTA does not include a stipulation on internal government procurement. However, the TPP has a part in that. In this case, the current Chinese leadership might have some idea of acceding to the TPP regime which entails more progressive domestic regulation reform to make their domestic system more open to the outside world. I hope that we will be able to narrow down on that specific focus if possible.